EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE 1er DÉCEMBRE !

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, SOLIDAIRES appellent les salarié·e·s, les agent·e·s publics, les jeunes et les retraité·e·s à faire grève et à manifester massivement le 1er décembre pour les salaires et les pensions !

Depuis deux mois, la mobilisation monte partout dans le pays pour exiger des augmentations de salaires face à l'explosion du coût de la vie. Et elle commence à faire bouger les lignes ! Sous la pression, le gouvernement a enfin été contraint de demander au patronat d'ouvrir des négociations salariales dans les branches. C'est un premier résultat, mais certainement pas une victoire : **les salarié·e·s n'ont pas besoin de promesses, ils et elles ont besoin de pouvoir vivre de leur travail !**

Le 17 novembre, les agent·e·s des services de la fonction publique, les salarié·e·s du privé, les retraité·e·s, à l'appel des organisations syndicales, se sont de nouveau mobilisés par centaines de milliers partout en France. Engagée le 29 septembre et poursuivie le 5 novembre, leur mobilisation ne faiblit pas et vient en appui à celles des lycéen·ne·s et des personnels de l'éducation nationale autour de leurs revendications et inquiétudes quand à leur avenir.

Les annonces faites à Matignon le 13 novembre ne répondent pas aux attentes des agent·e·s. Sans dégel de la valeur du point d'indice, les 5,8 millions d'agent·e·s publics continueront à perdre en pouvoir d'achat. Les plus bas salaires resteront au niveau du SMIC ou à peine au-dessus : même avec les mesures annoncées, plus de 600 000 agent·e·s ne l'atteindront que par le biais d'une indemnité différentielle. Les éléments précis, promis par le Gouvernement lors de cette réunion, n'ont toujours pas été transmis aux organisations syndicales.

Le gouvernement a annoncé recevoir à nouveau les organisations syndicales le 11 décembre. A l'approche de la fin du débat budgétaire, nos organisations syndicales exigent du Gouvernement des réponses précises : quelle enveloppe, quel calendrier, quelles mesures concrètes et quelle sera leur traduction dans le budget 2027 ?

Malgré de timides annonces et mesurettes, le gouvernement refuse toujours d'apporter une réponse à la hauteur de la gravité de leur situation salariale.

Le patronat et le gouvernement doivent comprendre que les travailleurs et travailleuses ne se contenteront pas de négociations sans résultat. **Ce n'est pas aux salarié·e·s de se serrer encore la ceinture pour préserver les marges des entreprises** !

Concernant le privé, le compte n'y est pas non plus avec une hausse du SMIG réelle de seulement 0,6% tandis que le patronat continue de jouer la montre. Pendant que les prix flambent, il refuse de partager les richesses et laisse des millions de salarié·e·s avec des minima de branche inférieurs au Smic. Au 1er décembre, 164 branches pourraient être dans cette situation, concernant 14 millions de salarié·e·s.

Les profits explosent, les salaires piétinent : ça suffit !

Dans la Fonction publique, c'est pire : 1,3 millions d'agent·es auront des minima inférieurs au Smic au 1er décembre et le pouvoir d'achat des agent·e·s publics a baissé de 16% depuis 10 ans !

Quant aux retraité·e·s, le projet de budget du gouvernement maintient le gel des pensions pour 2027.

Après la réussite des précédentes manifestations, nos organisations appellent à amplifier la mobilisation, par la grève et appellent à faire converger l'ensemble des luttes lors de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations mardi 1er décembre.

Exigeons des mesures immédiates et concrètes pour répondre à l'urgence sociale, économique et environnementale :

- L'ouverture immédiate, dans toutes les entreprises et dans toutes les branches, de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes – Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie.
- Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques

Les organisations syndicales de l'Isère alertent solennellement préfecture, gouvernement et patronat. La colère est immense. Il faut, sans attendre, répondre aux urgences sociales et environnementales.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, SOLIDAIRES appellent l'ensemble des agentes et agents publics à une nouvelle journée d'action le mardi 1er décembre 2026, et à participer sur tout le territoire aux rassemblements, aux initiatives et aux grèves partout où c'est possible.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE 1er DÉCEMBRE 2026.

Lieux de rendez-vous pour les manifestations et les rassemblements :

Grenoble : 10h - Gare / Alsace-Lorraine
Bourgoin-Jallieu : 10h - Place Saint-Michel
Voiron : 14h - Gare Routière Sud
Saint Martin d'Hères : 14h30 - Université (appel AG Etudiante)